ASSEMBLÉE NATIONALE

16 octobre 2024

PLFSS POUR 2025 - (N° 325)

Non soutenu

AMENDEMENT

N° AS380

présenté par
M. Falorni

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 18, insérer l'article suivant:**

Le I de l'article L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« À partir du 1^{er} janvier 2026, cette dotation complémentaire est conditionnée pour partie à l'atteinte d'une part au moins égale en valeur à 20 % de produits mentionnés au 2° du I de l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime dans les repas servis dans les restaurants collectifs dont ces établissements ont la charge. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La restauration collective dans les secteurs de la santé est en retard sur les objectifs de la loi EGAlim votée en 2018, avec seulement 15,4 % de produits durables dont 3 % de bio dans les hôpitaux. Pour rappel, la loi (complétée par loi Climat et Résilience) fixe un objectif d'approvisionnement de 20 % issus de l'agriculture biologique à respecter depuis le 1^{er} janvier 2022.

Pourtant, ce secteur représente une part significative de la restauration collective ; il concerne 1 million de personnes par jour. Il pourrait donc constituer un véritable levier pour augmenter les débouchés des filières issues de l'agriculture biologique, actuellement en situation de crise notamment compte tenu d'une période inflationniste et d'une baisse de la consommation.

La qualité de l'alimentation joue un rôle essentiel dans la prise en charge des patients et des résidents. Une alimentation saine et équilibrée contribue à leur bien-être, à leur rétablissement et à la prévention de certaines maladies. Il est donc impératif de donner les moyens aux établissements de santé pour favoriser une offre de restauration durable et de qualité. L'article L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale permet aux établissements de soin de bénéficier d'une dotation complémentaire en fonction de l'atteinte de résultats déterminés par des l'Indicateur de Fonctionnement, d'Activité et de Qualité (IFAQ).

Afin d'encourager ces établissements à remplir les objectifs Egalim, cet amendement propose d'introduire une logique incitative : introduire un nouveau critère en prenant en compte la qualité de la restauration des établissements de santé et leur inscription sur le dispositif ma.cantine.fr (permettant le suivi de la progression de chaque établissement en matière d'offre de restauration durable).

Cela suppose une bonification de 9 % de la dotation, équivalente au surcoût supporté par l'ensemble des établissements hospitaliers publics et privés, pour atteindre 20 % de leur offre de restauration en agriculture biologique, Afin de mettre en œuvre cette mesure, il conviendra d'abonder les budgets des établissements de santé, ce qui sera proposé par un amendement distinct.